

Soutenir l'opposition ou être dans l'opposition?

Steven Toff et Jamie McCallum

Lorsque le mouvement des «indignés» («Occupy Wall Street») a commencé en septembre 2011, peu nombreux étaient ceux qui prévoyaient la série d'occupations qui se propageraient dans le pays et frapperaient les imaginations dans le monde entier, dans ce qui a été qualifié d'«automne américain». ¹ S'il reste à voir comment évoluera ce mouvement tout juste naissant, il a jusqu'à présent dépassé les prévisions de tout le monde – c'est la première fois depuis les manifestations contre l'Organisation mondiale du commerce qui se sont déroulées à Seattle en 1999 que des dizaines de milliers de personnes aux États-Unis descendent dans la rue pour des raisons d'ordre économique. Les Américains moyens, dont beaucoup ont compris depuis longtemps la turpitude morale et économique qui est au cœur de Wall Street, développent à présent ce point de vue pour se lancer dans une critique globale du néolibéralisme et contestent les principes les plus fondamentaux du capitalisme. Malgré son penchant occasionnel pour les manifestations et les actions militantes, et sa position qui fait de lui la seule organisation composée de membres de la classe laborieuse des États-Unis, le mouvement syndical a été incapable de se mobiliser ou de recruter d'autres personnes pour lutter contre l'aggravation de l'inégalité de revenu et l'érosion des protections démocratiques des travailleurs. Maintenant que le mouvement des indignés a soulevé la question, construit une base et établi des contacts avec les syndicats, il reste une question préoccupante: comment ces derniers vont-ils répondre à cet appel?

C'est la première fois depuis [...] 1999 que des dizaines de milliers de personnes aux États-Unis descendent dans la rue pour des raisons d'ordre économique

Négociations d'entreprise et mobilisation du mouvement syndical

Pour beaucoup de nos camarades étrangers, la question a été «Pourquoi avez-vous mis si longtemps?». En dépit des meilleurs objectifs et intentions du mouvement syndical, ni les syndicats ni les organisations de gauche traditionnelles n'ont piloté ce mouvement. Pour ceux qui connaissent bien les particularités des syndicats des États-Unis, leur rôle secondaire dans le mouvement des indignés n'est pas surprenant. Dans beaucoup de pays, les syndicats sont considérés – et surtout, se considèrent eux-mêmes – comme les

représentants des intérêts de tous les travailleurs. En revanche, par suite de la législation qui a légitimé l'activité syndicale dans ce pays durant la Grande Dépression, presque tous les syndicats se sont retrouvés cantonnés dans le rôle de représentants des intérêts de leurs seuls membres, une activité qui a régulièrement diminué et est en voie d'extinction et d'apathie politique depuis les cinq dernières décennies.

Avançons en accéléré jusqu'en septembre 2011 et nous assistons au soulèvement de travailleurs et de pauvres pour la plupart non syndiqués, de jeunes chômeurs et d'étudiants, qui portent directement au cœur du pouvoir le message que précisément les syndicats auraient dû faire passer. Ces événements ont été un choc pour le mouvement syndical autant qu'ils l'ont été pour tout un chacun mais, pour les syndicats, la surprise s'est accompagnée d'un certain embarras. Comme l'a fait remarquer un militant syndical, «on a le sentiment qu'ils [les indignés] nous ont battus sur notre propre terrain».

Les syndicats et le mouvement des indignés

Le 5 octobre 2011, Richard Trumka, président de l'AFL-CIO, a annoncé que les syndicats des États-Unis «[soutenaient] les manifestants», faisant observer qu'il était «fier qu'aujourd'hui à Wall Street des conducteurs de bus, des peintres, des infirmières et des travailleurs des services collectifs se joignent aux étudiants et aux propriétaires de logements, aux chômeurs et aux personnes sous-employées pour réclamer un changement fondamental». L'Union internationale des employés des services (Service

Nous joignons nos voix à celles, de plus en plus nombreuses au sein du mouvement syndical, qui estiment que le mouvement des indignés est aussi le mouvement des syndicats

Employees International Union), le plus gros syndicat au sein de la Fédération Change to Win, a pareillement déclaré: «Occupez Wall Street: nous sommes derrière vous».² Ce sont des déclarations de soutien à l'action directe qui sont les bienvenues, mais elles ne constituent pas une réponse globale. Il existe une différence entre soutenir l'opposition et être dans l'opposition. Les syndicats n'ont pas eu récemment de moment plus opportun pour élaborer une nouvelle orientation; en tant

que militants syndicalistes, nous joignons nos voix à celles, de plus en plus nombreuses au sein du mouvement syndical, qui estiment que le mouvement des indignés est aussi le mouvement des syndicats.

Il y a des exemples isolés qui illustrent ce point. Les syndicats ont rassemblé à certaines occasions des milliers de personnes à New York ainsi que dans l'ensemble du pays pour différents défilés et journées d'action. Cela ajoute une mesure substantielle de légitimité aux manifestations dans les médias nationaux. Le syndicat d'infirmières National Nurses United (NNU) s'est joint aux occupations effectives dans un certain nombre de villes, en établissant des «postes d'infirmières» dans les campements,

dormant dans les camps et se faisant même arrêter avec les occupants. À de nombreuses occasions dans les États de New York, du Massachusetts, de Californie, de l'Ohio, de la Pennsylvanie, du Vermont et ailleurs, les syndicats se sont joints aux défilés et aux rassemblements. Ils ont travaillé aux côtés du mouvement des indignés pour appeler l'attention sur certaines de leurs luttes, normalement isolées, pour décrocher des conventions, comme par exemple dans le cas de Verizon et Sotheby's Auction House³. Globalement, les syndicats ont donné suite à l'engagement pris par Trumka d'«ouvrir nos salles de conférence et nos centres sociaux ainsi que nos bras et nos cœurs à ceux qui ont le courage de se lever pour exiger une Amérique meilleure». Mais la perspective d'une coalition entre les syndicats et les communautés n'a jamais été autant évoquée que sur la côte ouest.

Occupons le front de mer

Dans un effort pour intensifier le mouvement des indignés, et pour établir des liens plus étroits avec les syndicats, les organisateurs à Oakland ont fermé le port d'Oakland le 2 novembre 2011 dans ce qui a été qualifié de première grève générale depuis 1946. Bien que plusieurs syndicats aient avalisé cette action, et que les syndicalistes aient constitué une bonne part de la foule ce jour-là, aucun syndicat n'a réellement mobilisé ses membres pour qu'ils fassent grève. Là aussi, cela tient entre autres à la structure juridique qui a pris au piège le mouvement syndical. Aux États-Unis, les syndicats ont presque tous renoncé à leur droit de grève ou l'ont perdu pour toute la durée d'une convention collective conclue avec le management. Le grand paradoxe du syndicalisme aux États-Unis, c'est que les quelques grèves qui se produisent effectivement aujourd'hui visent habituellement à décrocher une convention collective, le même mécanisme qui oblige les syndicats à rester tranquilles. Mais les syndicats ont déjà enfreint la loi dans le passé; et ils peuvent recommencer.

Cette action a certes été de moindre envergure que les grèves générales du passé, et elle n'a pas duré longtemps, mais elle a manifestement été un succès. Le port d'Oakland a fermé, les entreprises qui avaient fait part de leur hostilité au mouvement des indignés ont été menacées de blocus pour la journée, et les médias – aussi bien ceux qui appartiennent au courant dominant que les indépendants – se sont pour la plupart montrés compréhensifs. Même si les syndicats étaient des participants accessoires, à l'exception notable de l'International Longshore and Warehouse Union (ILWU), les syndicalistes de base, à titre individuel, sont descendus dans la rue aux côtés de larges groupes d'activistes dans ce qui a été l'une des plus puissantes manifestations de solidarité de la classe laborieuse que le mouvement des indignés ait jamais produite.

En décembre, le mouvement des indignés de la côte ouest et ses alliés syndicalistes ont menacé d'organiser un blocus terrestre et maritime d'un navire transportant des grains à Longview (Washington), forçant la compagnie à conclure une convention

collective avec l'ILWU au port. Les indignés ont été inspirés dans leur action par un blocus similaire qui avait été organisé l'été précédent par les dockers à Portland (Oregon). Un dirigeant de l'ILWU de Californie a été clair au sujet du rôle qu'a joué le mouvement des indignés pour forcer la compagnie grainetière à négocier: «il n'y a aucun doute – c'est la solidarité et l'organisation entre le mouvement des indignés et les militants de Longshore qui ont permis d'obtenir cette convention», a-t-il dit⁴.

Les syndicats et les actions d'occupation: le passé, le présent et l'avenir

Ce sont les syndicats qui ont été les premiers à utiliser l'occupation comme tactique dans les mouvements sociaux américains. Les travailleurs qui se sont emparés des usines automobiles dans le Midwest dans les années 1930 ont transformé le mouvement ouvrier et le tissu social de la vie industrielle. Récemment, cette tactique est brièvement mais vivement revenue sur le devant de la scène durant le sit-in organisé à l'usine Republic Windows and Doors à Chicago, qui visait la Bank of America autant que l'employeur local, ainsi que l'occupation de la capitale à Madison (Wisconsin) par un groupe d'étudiants, de travailleurs, de syndicalistes et de militants communistes. Aujourd'hui, outre les cas de collaboration entre les syndicats et le mouvement des indignés, nous assistons à une réorientation de l'idéologie et du discours de certains grands syndicats, qui remplacent le thème «sauvons la classe moyenne» par le nouveau slogan des 99 pour cent. Ce serait donc une erreur de laisser croire que le statut de «petit intervenant» du mouvement syndical au sein du mouvement des indignés est structurellement prédestiné ou déterminé par des précédents historiques.

Dans le passé, il s'est instauré une paix délicate entre les syndicats et les mouvements de plus large envergure. Les manœuvres politiques des élites, une déception pure et simple et la perception d'un conflit d'intérêts ont souvent divisé les coalitions entre les syndicats et les mouvements sociaux, et certaines informations annoncent déjà une dynamique semblable au sein du mouvement des indignés⁵. Mais le fait que celui-ci se focalise avec insistance sur autant de thèmes qui sont au cœur de ceux que les syndicats reprennent à leur compte est une raison d'espérer. Le mouvement syndical a beaucoup d'éléments à prendre en considération avant de faire du mouvement des indignés un véritable partenaire – sa considérable trésorerie, l'orientation politique de ses membres et de ses dirigeants, ses relations politiques fondées sur des décennies de négociation. Pour ces raisons, nous comprenons que les syndicats nourrissent des sentiments ambivalents à l'égard des indignés, non pas qu'ils leur soient opposés, mais plutôt qu'ils rechignent à prendre les risques nécessaires. Bien entendu, l'inverse est également vrai – il y a un risque lié au fait de ne pas participer, qui, selon nous, a des conséquences bien plus graves.

Écrivant durant les violentes manifestations qui se déroulèrent à Paris en 1968, Henri Lefebvre a dit: «Les événements démentent les prévisions. Dans la mesure où les événements bouleversent les calculs, ils sont historiques»⁶. À cet égard, le mouvement

des indignés est déjà historique car il a démenti les prédictions des pessimistes qui le considéraient sans aucune sympathie aussi bien à gauche qu'à droite. Mais la question la plus importante aujourd'hui est celle de son avenir. Les expulsions dans les campements du mouvement presque partout donnent à penser que les gouvernements démocratiques ne sont pas des alliés et que le mouvement devra faire preuve d'innovation pour demeurer digne d'intérêt. De fait, c'est dans cette position que les syndicats se sont retrouvés pendant longtemps. C'est pourquoi notre onzième thèse devrait être: les dirigeants syndicaux et les travailleurs reconnaissent depuis longtemps que, pour bâtir un nouvel avenir, il faut que l'occasion se présente; l'important maintenant est de la saisir.

Notes

¹ A. Mohyeldin: «From the Arab Spring to the American Fall?», *Time* (12 octobre 2011, <http://ideas.time.com/2011/10/12/from-the-arab-spring-to-the-american-fall/>, consulté en mars 2012).

² Service Employees International Union: 5 octobre 2011, <http://www.seiu.org/2011/10/seiu-supports-occupywallstreet.php> (consulté en mars 2012).

³ K. Nash et M. Rosenberg (producteurs): «Occupy Wall St. protest – Sotheby's Stop & Frisk, Verizon», Building Bridges Radio, (23 octobre 2011, <http://www.buildingbridgesradio.blogspot.com/>, consulté en mars 2012).

⁴ West Coast Occupy: <http://www.occupytheegt.org/>, (consulté en mars 2012).

⁵ J. Elliot: «Keystone XL splits unions and Occupy Wall Street», *Salon.com* (7 novembre 2011, http://www.salon.com/2011/11/07/keystone_xlits_unions_and_occupy_wall_street/, consulté en mars 2012).

⁶ H. Lefebvre: «The explosion: Marxism and the French upheaval», *Monthly Review Press* (1969).

Les deux auteurs sont membres et organisateurs chevronnés du mouvement syndical aux États-Unis. Steven Toff, ancien élève de la GLU, étudie actuellement le droit comme boursier à la Northeastern University à Boston et Jamie McCallum est professeur de sociologie et d'anthropologie au Middlebury College dans le Vermont.